

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2374 - LUNDI 3 AOÛT 2015

SANTÉ PUBLIQUE

# Découverte d'un vaccin contre Ebola

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui livre cette information s'est, en fait, appuyée sur une étude publiée vendredi 31 juillet dans la revue médicale britannique The Lancet. Dans

ce document, il est fait état des résultats des tests effectués en Guinée, lesquels ont confirmé l'efficacité du vaccin VSV-EBOV sur les personnes atteintes. Il en ressort que sur plus de 4 000 per-

sonnes testées, ce nouveau vaccin s'est avéré efficace à 100%. Le vaccin VSV-EBOV est développé par l'Agence de la santé publique du Canada et sa licence serait détenue par les la-

boratoires américains NewLink Genetics et Merck. Sa découverte intervient alors qu'une dynamique de lutte est en train de se mettre en place en Afrique de l'Ouest avec la contribution

des experts congolais dont l'expérience dans la prise en charge de la maladie ces trois dernières décennies est jugée salutaire pour le continent.

Page 12



PROCÈS FLORIBERT CHEBEYA

## La partie civile exhume le dossier « BDK »



Les avocats de la partie civile ont regretté à l'ouverture jeudi des séances de plaidoiries du procès en appel des assassins présumés de Floribert Chebeya, que celui qu'ils considèrent comme le commanditaire du meurtre, en l'occurrence l'ancien chef de la police John Numbi, ne soit toujours pas inquiété. Pour Me Kabengele, les mobiles de l'assassinat de ce militant des droits de l'Homme tiennent au fait qu'il était en possession des données accablantes sur l'affaire Bundu dia Kongo, ce mouvement politico-militaire dont le soulèvement en 2007 fut sauvagement mâté dans plusieurs territoires de l'ex- Bas Congo.

Plusieurs autorités civiles, militaires et policières du pays seraient, d'après cet avocat, impliquées dans cet épisode macabre. Les plaidoiries du procès en appel se poursuivent ce lundi 3 août avec les parties civiles et le ministère public.

Page 13

AFFAIRES

## Quatre services s'accordent pour une déclaration unique

Quatre établissements publics œuvrant en République démocratique du Congo (RDC) notamment l'Office national de l'emploi, (ONEM), l'Institut national de préparation professionnelle (INPP), l'Institut national de sécurité sociale (INSS), ainsi que la Direction générale des impôts (DGI),

ont conclu le mardi 28 juillet 2015, un partenariat commun portant création d'un guichet unique.

Par cet acte solennel, les institutions précitées sont désormais parties prenantes dans la mise en œuvre de cette réforme qui permettra de faire gagner des places au pays dans le classement

Doing Business 2016. Quant aux effets attendus, ils tourneront autour de certains avantages dont la réduction du nombre des déclarations, la réduction du nombre de paiements, la simplification des procédures et formalités ainsi que l'unification des échéances.

Page 13

TROPHÉES FRANCOPHONES 2015

## « Examen d'Etat » dans la liste des films présélectionnés

L'édition 2015 des trophées francophones du cinéma se tiendra à Abidjan du 23 novembre au 5 décembre 2015. Les 82 films présélectionnés, expliquent les organisateurs, seront visionnés par l'ensemble des membres de l'assemblée générale d'ATFbCiné, structure organisatrice des Trophées. Le film du jeune réalisateur congolais Dieudo Hamadi figure parmi les 56 longs métrages et 26 courts métrages, issus de 33 pays qui attendent d'être nominés dans différentes catégories.

Les films nominés seront dévoilés sur le plateau de TV5 Monde le 21 septembre à l'occasion d'une émission spéciale diffusée sur l'ensemble des réseaux de TV5 Monde. La présélection, indique-t-on, a été établie conformément au règlement qui permet à chaque pays d'être représenté par un maximum de trois longs métrages dont au moins un film documentaire, plus un court-métrage.

Page 13



## ÉDITORIAL

## Au-delà

Nous commençons tout juste à percevoir ce que les travaux pharaoniques entrepris à Brazzaville ces dernières années permettront de faire dans les semaines à venir et qui s'avérait jusqu'à présent impossible : la venue à Brazzaville, grâce à un aéroport ultra-moderne, des dizaines, des centaines d'avions nécessaires pour permettre aux Africains de participer ou d'assister aux Jeux du cinquantenaire ; l'acheminement continu des dizaines, des centaines de milliers de spectateurs qui se presseront jour après jour dans les travées des différents stades où se dérouleront les grandes compétitions ; la célébration, dans le lieu magique que devient Kintélé, de l'ouverture et de la fermeture des Jeux ; bref la réussite d'un pari que nous nous sommes lancés et que bien peu d'entre nous croyaient réalisable.

Mais au-delà de ce que l'on peut d'ores et déjà considérer comme un exploit avons-nous pris la mesure des retombées que le gigantesque travail ainsi accompli en un temps record aura pour le Congo et pour les Congolais ? Car Brazzaville, ainsi pourvue d'un aéroport ultra-moderne, d'une autoroute urbaine, d'un viaduc reliant ses différents quartiers, d'un stade d'exception, d'établissements hôteliers hors du commun s'imposera vite comme l'une des cités les mieux équipées du continent pour accueillir les grands rassemblements. Alors que jusqu'à présent les regards se tournaient vers Johannesburg, Abidjan, Alger, Le Caire la capitale du Congo deviendra l'un des pivots de l'Afrique moderne. Et, bien sûr nous en tirerons tous un bénéfice aussi immédiat que durable.

Nous disons, dans ce numéro des Dépêches de Brazzaville, notre espoir que le Pape François viendra à Brazzaville un jour prochain afin de parler de la préservation de la paix en Afrique centrale, de l'amitié entre les peuples, de la protection de la nature, des grands défis de notre temps. Ajoutons simplement que les conditions matérielles, toutes les conditions matérielles, sont réunies désormais chez nous pour qu'un tel événement se déroule dans l'ordre, le calme et la sérénité.

Il n'est donc plus interdit de rêver.

Les Dépêches de Brazzaville

## MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

## Les députés se mobilisent pour le référendum constitutionnel

Le président du groupe parlementaire de la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale, Alain Moka, a fait cette déclaration le 31 juillet 2015 au palais des Congrès de Brazzaville. Ils étaient réunis à la faveur de la séance de restitution des conclusions du dialogue national inclusif organisé à Sibiti du 13 au 17 juillet dernier.

« Nous saluons la richesse des échanges qui ont suivi la restitution des conclusions du dialogue national aux députés de la majorité présidentielle. Mais ce qui est plus important, c'est la vulgarisation

de ces conclusions à l'orée du message à la nation du président de la République devant le Parlement réuni en congrès. Les parlementaires attendent ce message qui définira la prochaine étape qui sera sûrement la convocation d'un référendum. Les députés de la majorité présidentielle sont prêts à descendre dans leurs circonscriptions électorales respectives pour sensibiliser leurs mandants aussi bien aux conclusions du dialogue national inclusif qu'au référendum », a-t-il indiqué.

Alain Moka a ajouté que le

peuple seul est souverain et qu'aucun groupe d'individus ne peut aliéner sa souveraineté. Invité par un journaliste à se justifier sur les divergences observées au sein de la majorité présidentielle au sujet du changement de la Constitution, Alain Moka a expliqué que ce climat avait été observé avant le dialogue national de Sibiti et il n'a pas empêché la tenue de ces assises qui se sont déroulées, a-t-il précisé, « dans le calme et la sérénité contrairement à ce qu'attendait la population. »

Roger Ngombé

## DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

## Les acteurs opposés au changement créent l'Initiative pour la démocratie au Congo

Réunis le 1er août à Brazzaville, les responsables des partis politiques et certaines individualités opposés au changement de la Constitution du 20 janvier 2002 ont signé une convention portant création de l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC).

Les membres fondateurs de cette plateforme ont affirmé prôner la non-violence et se sont engagés à défendre l'esprit et la lettre de la Constitution du 20 janvier 2002 ; à consolider la paix, la démocratie et l'Etat de droit ; à combattre l'injustice sous toutes ses formes ; à œuvrer pour une société plus juste et non discriminatoire ; à militer pour des élections libres et transparentes et l'alternance démocratique.

Les membres fondateurs de l'IDC militent, ont-ils déclara-

ré, pour la préservation de la paix. Ils se proposent d'apaiser les tensions, d'éloigner les peurs et de réconcilier les extrêmes.

Ainsi, ont-ils dit, l'IDC appelle l'ensemble des acteurs qui œuvrent pour la démocratie à unir leurs efforts afin de donner au Congo, sans le concours d'une seule arme, ont-ils martelé, la secousse nécessaire à l'ouverture des portes de l'avenir. A cet effet, a précisé le communiqué final ayant sanctionné les travaux, l'IDC invite toutes les autres plates formes à la convocation d'une convention nationale des démocrates congolais.

Les membres fondateurs de l'IDC ont rappelé que : « Les gouvernants, assis dans le confort de l'exercice du pouvoir se complaisent à consi-

dérer le bail de la mandature présidentielle comme étant ad vitam aeternam. Ils ont tort de croire que le peuple est anesthésié : le silence de nos compatriotes est un danger permanent qu'il faut conjurer absolument ».

Parmi les membres fondateurs de cette plateforme, il y a des personnalités politiques comme : André Okombi Salissa, Charles Zacharie Bowao, le député du Rdps Mavoungou Mabio ; les partis politiques tels que le MCDDI de Guy Brice Parfait Kolelas, le MSD de René Serges Blanchard Oba, la CADD de Nicolas Kossaloba, le RDD représenté par Guy Mafimba Motoki et le Frocad représenté par Paul Marie Mpouélé et Clément Mierassa.

R.Ng.

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mbooussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys  
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabozou, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo  
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'Agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Coordination : Rose-Marie Bouboutou  
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma  
Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga  
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia  
Assistante de direction : Sylvia Addhas  
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola  
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau  
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## VIE DES PARTIS

## L'UMP condamne les appels à la violence lancés par l'opposition

Dans une déclaration rendue publique le 31 juillet à Brazzaville, l'Union pour un mouvement populaire (UMP) d'Elvis Digne Okombi Tsalissan, a vigoureusement condamné les appels à la violence lancés par les forces politiques opposées au changement de la Constitution et à la réforme des institutions dans leurs conclusions du dialogue alternatif qui s'est achevé le 29 juillet dernier.

Dans cette déclaration, l'UMP a fustigé ce qu'elle a appelé les « vellétés des opposants de Diata » à vouloir instrumentaliser les populations par une mauvaise interprétation de la charte des droits et libertés adoptée par la conférence nationale souveraine. « Nous nous permettons, ce matin, de rappeler à ces membres qu'ils n'ont pas le monopole de la violence encore moins de la rue », a déclaré Elvis Digne Okombi Tsalissan avant d'ajouter, « par ce radicalisme opportuniste nous constatons qu'ils se font une mauvaise interprétation de l'histoire récente de notre pays. »

Ce dernier a enfin demandé au peuple, victime de la classe politique de ne pas suivre « les marchands de rêve » qui, selon lui, protègent leurs enfants et exposent ceux des autres.

Jean Jacques Koumba

## PÉTROLE

## Le Congo et l'Angola annoncent la première production de Lianzi en octobre

À la suite d'un travail des techniciens qui a duré 12 ans, la République du Congo et sa sœur de l'Angola pourraient voir la première goutte d'huile du puits Lianzi, à partir du mois d'octobre prochain.

Les deux ministres congolais et angolais, l'un des Hydrocarbures et l'autre du Pétrole l'ont confirmé le 31 juillet, à Brazzaville, au terme de la 24<sup>e</sup> réunion du comité d'unitization de l'organe interétatique sur le puits Lianzi.

« Après les activités de recherche des sociétés, le Congo et l'Angola ont résolu d'exploiter ensemble le gisement dénommé Lianzi. Pour cette mise en œuvre, il a fallu beaucoup de travail depuis 2002. Nous avons eu beaucoup de réunion de concertation et aujourd'hui nous en sommes à la 24<sup>e</sup> réunion », a déclaré le ministre congolais, André Raphaël Loemba.

S'agissant de la production journalière, aucun chiffre n'a été communiqué pour l'heure. Il faudrait attendre la prochaine réunion pour le découvrir. Toutefois, lors de la 22<sup>e</sup> réunion de ce comité interétatique qui s'était tenu à Oyo, dans le département

de la Cuvette, il avait été projeté une production de 3500 baril jour pour un début et atteindre 10 mille baril jour.

La 24<sup>e</sup> réunion du comité d'unitization a été une occasion de faire

sage de témoin entre les deux ministres. Celui de l'Angola, Jose Maria Botelho de Vasconcelos préside désormais le comité d'unitization.

Notons que Lianzi est situé entre



Le présidium des travaux

le point sur les activités autour de l'exécution du projet Lianzi. Ce comité regroupe les partenaires du projet, qui sont : l'organe interétatique ; les deux pays représentés par les ministres respectifs ; les deux sociétés nationales (SNPC pour le Congo et la SONANGOL pour l'Angola) ; les sociétés privées (Chevron et Total & EP pour le Congo et CABGOC et Total bloc 14BV pour l'Angola. Cette réunion a été aussi le pas-

le Congo et l'Angola. Les analyses des données géologiques des prospectes, respectivement situés de chaque côté de la frontière commune entre les deux États, avaient montré que ces prospectes appartiennent à la même structure géologique. La décision finale d'investissement a été signée en 2012. Cela a permis à l'opérateur d'engager les travaux de développement.

Nancy France Loutoumba

## LE FAIT DU JOUR

## Obama et les contraintes de la realpolitik

Barack Hussein Obama, le président des Etats-Unis, quittera-t-il la Maison Blanche l'année prochaine dans la même apothéose qui entoura son élection à la tête de son pays pour la première fois en 2008 ? Sans doute non. Il n'est que de songer à la montée de la haine raciale contre la communauté noire de ce pays sur son propre sol. Comme si ceux qui perpétrent ces violences ciblées voulaient lui rappeler en partie ses origines. Au bout de deux mandats (2008-2012 et 2012-2016) menés au pas de charge à la tête de la première puissance mondiale, l'Obamania a pris un coup. Mais on ne pourrait pas dire que cet enfant d'Afrique et du Kenya par son père, Américain par sa mère, son éducation et sa formation, n'entrera pas dans l'Histoire par la grande porte.

Enfant d'Afrique, cela est dit, Barack Obama, premier président noir des Etats-Unis, aura fait preuve de beaucoup de tact dans l'accomplissement de sa mission. En 2008, il hérite d'un pays diplomatiquement en déclin du fait des deux mandats calamiteux de son prédécesseur Georges Walker Bush. Ce dernier avait lui-même été chargé du lourd fardeau laissé par son propre père, Georges Bush senior, (1989-1993) commandeur de la première guerre d'Irak en 1990. En termes de propension au bellicisme, les deux autres précédents mandats de l'autre président républicain, Ronald Reagan (1980-1988), renseignaient aussi sur le caractère exclusivement punitif des interventions des Etats-Unis d'Amérique hors de leurs frontières. Presque la raison du plus fort.

Devant les deux cadeaux empoisonnés que constituaient pour lui les guerres en Irak et en Afghanistan, Obama a mis en application à la fin de l'année 2011, ses promesses de campagne de retirer progressivement les troupes américaines des deux théâtres d'opération. Même si, dans le premier comme dans le second pays, les résultats sont demeurés mitigés. Si, en effet, les Irakiens votent leurs dirigeants au suffrage universel, les violences induites par la guerre, suivie de la longue occupation américaine et les dissensions confessionnelles ont occasionné beaucoup plus de victimes que du temps de Saddam Hussein. Si les Afghans vont aux urnes pour élire leur président et leurs députés, la menace talibane reste présente et mettra longtemps à disparaître.

Barack Obama a néanmoins, en partie, terminé le travail commencé par Georges Bush fils en privant Al-Qaïda de son géniteur, Oussama Ben Laden. Parviendra-t-il, d'ici la fin de son mandat, à fermer le camp de Guantanamo dans lequel sont maintenues en prison, parfois sur la base du soupçon, de nombreuses personnes capturées à la suite des attentats du 11 septembre 2001 ? La question reste posée. Il avait promis de la faire dès sa prise de fonction, mais confronté à la réalité du terrain, le président démocrate a mis de côté les considérations humanitaires et de respect des droits humains qui sont le sous-bassement de la liberté individuelle et de la démocratie.

L'une des manches de la politique internationale sur laquelle Obama a marqué des points

est sans doute son penchant à la négociation. Contre l'avis des conservateurs de son pays, Obama a renoué les relations diplomatiques avec Cuba après plus de cinquante ans de rupture. Si des faucons à la Havane et à Washington s'arrachent les cheveux pour dénoncer cet aboutissement, les citoyens des deux pays, plus nombreux et plus dynamiques, y trouveront leur compte. Même chose pour la conclusion il y a peu, avec l'Iran, des accords sur le nucléaire.

Par ces réalisations, Obama a montré combien la puissance peut être aussi cette capacité de prêter attention à l'opinion des plus faibles. Dans son pays, des voix habituées à la rétorsion s'étaient levées pour réclamer la guerre contre l'Iran. Même l'allié israélien disait la même chose. Il leur a prouvé le contraire. Il faut voir comment les diplomates occidentaux se pressent aux portes de Téhéran depuis la signature de l'accord avec le régime des Ayatollah pour comprendre que dans certaines circonstances, se parler est plus bénéfique, plus rentable que se tirer dessus.

Il restera pourtant une épine dans le pied d'Obama : sa relation avec le président russe Vladimir Poutine, et plus généralement entre l'occident dont les Etats-Unis sont le porte-étendard et la Russie. Il y avait quelques années, les deux hommes s'étaient vus, avaient longuement conversé donnant à dire que le dégel produit par la chute du mur de Berlin en 1989 façonnait à jamais une nouvelle ère des relations internationales. Or, depuis l'éclatement de la crise ukrainienne

et le rattachement de la Crimée à la Russie, le temps est remonté vers les années de la guerre froide. Si l'on n'y prend garde, il quittera la Maison Blanche sans échanger de parole avec son homologue du Kremlin.

Terminons enfin sur la récente tournée du président Obama en Afrique, sans doute la dernière avant la fin de son mandat. Au cours de celle-ci, le chef de la Maison Blanche a longuement évoqué divers sujets liés au développement de l'Afrique. S'il a salué les progrès accomplis sur cette voie expliquant, comme beaucoup d'autres dirigeants et d'experts avant lui, que l'Afrique est le continent du futur, Obama a aussi pointé du doigt des anachronismes qui constituent autant d'écueils dans cette quête du progrès: le « cancer » de la corruption, les alternances politiques jugées chaotiques, le terrorisme qui s'enracine et contre lequel il a promis le soutien de son pays.

Barack Obama a même touché les sensibilités de la vieille Afrique de son père en se posant en défenseur de la cause des homosexuels. On ne sait pas si sur cette dernière trouvaille, il a fait des émules parmi ses nombreux interlocuteurs. On ne sait pas non plus si son doigt accusateur en direction des « alternances difficiles », même s'il n'avait pas valeur d'injonction, a été le meilleur extrait de ses déclarations. Tout compte fait, sur ce dernier volet, c'est Obama, fils d'Afrique qui parlait, c'est aussi Obama l'Américain issu d'un pays de vieille culture démocratique qui s'exprimait. Avec sa propre sensibilité.

Gankama N'Siah

# Rémunération, coûts salariaux et main d'œuvre qualifiée

Après la mise en place d'une entreprise, il va falloir pour le promoteur ou porteur de projet, de mettre en place une politique de rémunération des collaborateurs. Mais auparavant il va falloir sélectionner et recruter la main-d'œuvre qualifiée dont on a besoins. Deux questions fondamentalement liées, en fonction des objectifs d'entreprise.

La gestion des rémunérations est donc d'une grande importance dans le fonctionnement de l'entreprise en général et des ressources humaines en particulier. Car le coût de la main d'œuvre représente une part importante de la valeur ajoutée de la société.

Mais avant de fixer les salaires, il faut d'abord examiner les capacités de payer de la société, en fonction desquelles il est possible de déterminer les montants des rémunérations à affecter à chaque poste. Ce, par rapport aux rémunérations en vigueur sur le marché et la législation en la matière. Sans oublier les facteurs d'augmentations salariales.

Dans tous les cas, il y a un équilibre à établir entre la satisfaction des attentes des employés et la capacité de payer de l'entreprise, tout en créant chez ces derniers un sentiment de reconnaissance par le patron, de leur participation à la création de la valeur ajoutée. Pour cela, il faudrait auparavant se poser un certain nombre de questions. Par exemple quels sont les objectifs de développement ? Ou encore, quelles sont les perspectives à court, moyen et/ou long termes. La réponse à ces questions va déterminer une grande partie de la conduite à tenir vis-à-vis du recrutement des salariés et surtout de leur rémunération.

Il apparait donc que plusieurs facteurs influencent le choix des éléments qui composent la politique de rémunération. Autrement dit, il faut faire l'inventaire de toutes les possibilités de rémunération, de telle sorte que l'entreprise atteigne les résultats souhaités. Ce qui veut dire que les formes de rémunération identifiées devront appuyer le développement de l'entreprise. Des salaires fixes avec ou sans primes ? Des rémunérations nombre d'heures travaillées, par pourcentage selon les rendements ? Par commissions sur les ventes réalisées ?, etc.

## La fixation des salaires

Dans tous les cas, il y a lieu de retenir que même s'il existe pour le promoteur d'entreprise une certaine liberté de fixation des salaires, cette liberté s'inscrit dans le respect des obligations légales. A savoir : les dispositions conventionnelles et contractuelles. Notamment le SMIG, l'égalité des rémunérations entre les sexes, la possibilité de négociation, etc. Une fois la politique de rémunération choisie en fonction des objectifs de l'entreprise, le promoteur d'entreprise devra déterminer équitablement les différentes rémunérations à chaque poste. Naturellement en tenant compte des tâches, des fonctions, des conditions

de travail, des responsabilités, de la qualification ou de l'expérience de chacun. Ou tout simplement selon la classification préétablie des emplois. Rares sont les promoteurs d'entreprise qui maîtrisent tous ces facteurs de détermination des rémunérations. Il faut donc faire appel à un spécialiste. Ce dernier mettra en place une grille salariale, en fonction de la législation en vigueur, des conventions collectives, d'établissement, etc. et aussi de la concurrence.

Il faut garder à l'esprit que l'avenir de l'entreprise repose entre autres, sur l'action de certains employés. A-t-on alors la main d'œuvre qualifiée non pas seulement pour faire tourner l'entreprise, mais aussi pour son développement ? Quelle qualité et quantité de main d'œuvre doit-on recruter ?

## Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée

La disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée est une préoccupation pour le promoteur d'entreprise. Souvent, on est amené à effectuer des choix ou plutôt des concessions sur la qualification et l'expérience.

Pour le cas d'espèce, au Congo, il est clair que de nombreux chefs d'entreprises se plaignent des difficultés à trouver la main-d'œuvre qualifiée dans plusieurs secteurs d'activités, notamment sur des postes techniques. "De manière

générale, la situation du marché du travail au Congo est caractérisée par un coût relativement élevé de la main d'œuvre qualifiée, un désajustement quasi permanent entre les demandeurs d'emploi qui n'ont pas les qualifications requises et le besoin des acteurs productifs en termes de main d'œuvre qualifiée", note le Document de stratégie par pays axée sur les résultats de la Banque Africaine de Développement (2008-2012) Mais déjà au démarrage, le chef ou promoteur d'entreprise s'appliquera dans le choix de ses collaborateurs à bien déterminer ses besoins. A-t-on besoin d'un technicien ou d'un "technologue" ? La différence se situe au niveau leur formation professionnelle et des responsabilités qu'ils peuvent assumer. Le technicien est qualifié pour des tâches de dépannage, d'entretien, de fabrication et d'exploitation des équipements. Tandis que le "technologue a des connaissances plus avancées qui lui permettent de concevoir, de résoudre des problèmes complexes d'interpréter des données, de préparation de devis, d'ordonnancement et de planification. Et aussi la gestion des prises de décision.

Il y a donc un choix à faire. Soit recruter un technicien, soit un "technologue", ou les deux à la fois. Mais il est possible de compenser l'absence de main d'œuvre qualifiée par la formation, soit en interne, soit en externe. Il faudrait investir

RÉPUBLIQUE DU CONGO  
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE  
MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE AUX GRANDS TRAVAUX  
DÉLÉGATION GÉNÉRALE AUX GRANDS TRAVAUX

## Projet d'aménagement de la route Ndendé-Dolisie et de facilitation du transport sur le corridor Libreville – Pointe-Noire - Brazzaville Phase 1

### Secteur : Transport

Référence de l'accord de financement : 2100150031593

N° d'Identification du Projet : P-Z1-DB0-088

DATE : 03 août 2015.

AMI N° : 002-2015

1. La République du Congo a reçu un financement du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet d'aménagement de la route Ndendé-Dolisie et de facilitation du transport sur le corridor Libreville-Pointe Noire-Brazzaville Phase 1, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes au titre de ce prêt pour financer le contrat de Consultant pour le Contrôle et la surveillance des travaux connexes au projet et la réhabilitation des pistes rurales.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation/construction de cinq (05) écoles (blocs administratifs, salles de classe, logements pour enseignants, blocs de latrine, forages, etc.), construction des murs de clôture, d'un poste de contrôle forestier et faunique, des hangars pour la vente des produits agricoles, et la réhabilitation des pistes rurales. Le délai de réalisation de la mission est de Douze (12) mois et le démarrage est prévu au premier trimestre de 2016.

3. La Délégation Générale aux Grands Travaux ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution » (OE), invite les Consultants nationaux à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des

Consultants » de la Banque Africaine de Développement, (édition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012), qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les consultants nationaux intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 21 septembre 2015 à 12 heures 30 minutes (heure locale) et porter expressément la mention :

«Projet d'aménagement et de bitumage de la route Ndendé – Dolisie, Contrôle et la surveillance des travaux connexes et des pistes rurales »

À l'attention de : Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Délégation Générale aux Grands Travaux  
Délégation Générale aux Grands Travaux  
Coordination Technique  
Cellule d'Exécution des Projets Routiers BAD, 5ème étage, porte 516  
Place de la République (Ex Rond-point CCF)  
BP : 1127 ; Tél. : (+242) 22 281 35 78 ; Fax: (+242) 22 283 54 60  
E-mail: ceprbaddggt@yahoo.com; batoung123@gmail.com; contact@grandstravaux.org

**Fait à Brazzaville, le**

**Le Coordonnateur Technique**

**Oscar OTOKA.-**

## GESTION FORESTIÈRE

## L'Unesco et le Congo veulent intégrer la recherche scientifique

Le sujet a été au menu d'un entretien entre le ministre de l'Économie forestière, Henri Djombo et le conseiller régional de l'Unesco, professeur Mama Pléa, le jeudi 30 juillet à Brazzaville.

En décembre 2014, le gouvernement congolais et l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), ont signé un accord destiné à promouvoir les sciences et innovations technologiques au Congo. Cette réunion de travail de haut niveau qui a mobilisé le ministre Henri Djombo et le conseiller régional de l'Unesco en présence de la représentante de l'institution onusienne au Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, a permis aux acteurs du jour à aborder le volet application de cet accord.

Pour Mama Pléa, l'Unesco entend soutenir le Congo à renforcer sa politique en matière de la préservation de la biodiversité couplée avec la recherche scientifique. « C'est un projet qui vise à améliorer la gouvernance en matière de sciences technologiques et innovations à doter le Congo d'une stratégie nationale en politique scientifique. Il vise également à renforcer un peu le lien entre tous les compartiments qui s'occupent de la recherche scientifique et d'innovations technologiques au Congo. », a indiqué le fonctionnaire international Mama Pléa. L'économie forestière et le développement durable ne peuvent s'en passer de la recherche scientifique, insiste-t-il, dès lors que l'Unesco au niveau des forêts dispose de deux aires protégées au Congo notamment à Dimonika et Odzala, « qui sont des réserves de biosphère tracées par l'Unesco ayant un statut et une réglementation de l'ONU ». Le gouvernement congolais, l'Unesco ainsi que d'autres partenaires tels le Projet national d'afforestation et de reboisement (Pronar) et Redd+, travaillent activement dans ce domaine.

Mais cette recherche à vocation scientifique ne se limite pas seulement dans la partie sud du pays, car il y a aussi au nord dans la Sangha, un site du patrimoine mondial de l'Unesco. « Ce sont là des aires protégées avec des instruments de l'Unesco, en fait, constituent non seulement la conservation de la biodiversité mais aussi pour le développement durable, c'est-à-dire, un développement au profit de la population », a-t-il conclu.

Fiacre Kombo

### ABONNEZ-VOUS

#### Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville  
L'actualité au quotidien

## EGLISE CATHOLIQUE

## Un nouveau centre de santé pour le diocèse de Kinkala

La célébration des dix ans de partenariat entre le réseau Caritas Congo et Caritas Cuenca (Espagne) a été marquée le 31 juillet à Brazzaville, par l'ouverture d'un centre de santé au village Massembo-Loubaki, situé dans le diocèse de Kinkala, dans le département du Pool.

Les travaux de construction de cette infrastructure sanitaire, commencés en fin 2013 et achevés en juin 2015, ont été réalisés par l'entreprise Arjo sous la

général du centre national de transfusion sanguine (CNTS), Amélia Bokilo-Dzia, a indiqué à l'occasion qu'« il est très claire que l'Etat seul ne peut prendre en charge à 100% la santé de ces populations. Il y a donc une volonté exprimée par le ministre de la santé d'associer d'autres partenaires religieux, privés et les ONG ».

Selon la directrice du CNTS, le partenariat entre l'église et l'Etat se traduit en acte par la

insisté sur la bonne gestion des malades qui seront admis au niveau de cette infrastructure sanitaire, la transparence dans la gestion des fonds et la formation des jeunes selon les règles éthiques de l'église. Car a-t-il ajouté : « Dieu est le seul maître de la vie et de la mort ».

Dans le domaine sanitaire au Congo, le partenariat entre le réseau Caritas Congo et Caritas Cuenca est actif dans la lutte contre le paludisme, avec



Des responsables de l'église catholique pendant la cérémonie (adiac)

supervision de Caritas Congo et Caritas Kinkala.

Dans le cadre de l'exercice de sa mission de la lutte contre la pauvreté et l'accompagnement des personnes vulnérables, le réseau Caritas Congo travaille en partenariat avec les Caritas sœurs des pays du nord, dont Caritas Cuenca d'Espagne.

Le centre de santé construit au village Massembo-Loubaki, offrira aux malades les soins de proximité et d'urgence avant leur hospitalisation ou évacuation dans les centres sanitaires de grandes renommées.

C'est aussi la volonté du gouvernement congolais à coopérer avec l'église et d'impliquer d'autres partenaires dans la prise en charge du bien-être des populations. La directrice

collecte d'importantes poches de sang, les dimanches dans les paroisses, auprès des fidèles catholiques.

Profitant de cette occasion, l'Evêque de Pointe-Noire, Monseigneur Miguel Olaverri, a expliqué les bienfaits de l'église au Congo, dans le domaine de la santé. Il a également rappelé que le 2<sup>e</sup> synode des évêques africains avait mis un accent particulier sur la santé.

« L'église de tout temps s'est préoccupée de la santé. Le sacre vient du Christ lui-même qui a ordonné de guérir les malades, à confier la même autorité aux apôtres afin qu'ils puissent guérir les malades et les infirmités », a-t-il commenté.

L'Evêque de Pointe-Noire a

notamment l'offre des moustiquaires imprégnées à longue durée dans les diocèses d'Owando et Kinkala, la mise en place de pharmacies. Outre le secteur de la santé, cette coopération se développe aussi dans le domaine éducatif avec la construction de sept écoles ainsi que dans la lutte contre la pauvreté avec la création dans le département du Pool, des ateliers de couture, de menuiserie et de chaudronnerie.

Rappelons que la santé fait partie des objectifs 4,5 et 6 du millénaire pour le développement. Par ailleurs, Caritas Congo qui met en œuvre un volet santé, est une institution de l'Eglise Catholique, en charge de la gestion de la pastorale de santé.

Fortuné Ibara

### DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :  
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement (QHSE)	5 jours	3 au 7 août 2015
Techniques de rédaction des termes de référence	3 jours	12 au 14 août 2015
Maîtriser les bases de la législation du travail	5 jours	18 au 24 août 2015
Les fondamentaux du contrôle interne en établissements bancaires et financiers	4 jours	24 au 27 août 2015

\* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

## ÉDUCATION

# La jeunesse chrétienne appelée au renouvellement de l'intelligence

Venus des quatre coins de la planète, des centaines de jeunes réunis au sein de la JCC (Jeunesse Chrétienne Combattante), l'un des organismes du Ministère Chrétien du Combat spirituel, prennent part du 30 juillet au 4 août à Brazzaville au colloque International sur un thème tiré du livre de Romain, chapitre 12, verset 2 : « Jeunes, ne vous conformez pas au siècle présent... »

L'organisation de cette conférence Internationale est une initiative du Ministère Chrétien du Combat spirituel que dirige le couple berger, Joseph et Elisabeth Olangi.

Au cours de ce colloque couplé au 23<sup>e</sup> anniversaire de la JCC, les participants suivront des prédications, des témoignages, et autres enseignements à travers le théâtre. C'est une occasion aussi pour les jeunes d'échanger autour de la parole de Dieu. L'ouverture officielle a été marquée par la présentation des différentes délégations en provenance de France, d'Italie, des Etats-Unis, de la Belgique, et de tous les pays africains.

Dans son discours d'ouverture, l'apôtre et évangéliste International, Joseph Olangi Onassambi, a tout d'abord attiré l'attention des jeunes sur tout ce qui peut les amener à la perte. « Le siècle présent c'est le monde. N'imites pas tout

ce qui se fait actuellement afin que Jésus-Christ puisse changer votre vie. Vous ne parlez et de se comporter », a martelé le serviteur de Dieu. En outre, il a exhorté les jeunes,



Séance de présentation des différentes délégations

devez pas avoir le même mode de pensée que celui du monde, car, souvent vous vous laissez influencer dans divers domaines, tels que la manière de s'habiller; de

à ne pas se conformer au siècle présent qui n'est autre que le monde et tout ce qui s'y trouve. Il estime que, la conformité au monde ou à la pensée populaire est l'un des plus grands défis

auxquels est confronté le chrétien du 21<sup>e</sup> siècle.

L'ambition de la jeunesse, a-t-il poursuivi, devrait être de prendre le Christ pour modèle et d'abandonner tout ce qui n'est pas conforme à la parole de Dieu.

mauvais comportement vis-à-vis de leurs parents, des autorités du pays et celles de l'église. Pendant la prière, il a demandé aux jeunes Chrétiens de mettre à nu tous les domaines dans lesquels ils se sont conformés à leur environnement, de supplier le Seigneur Jésus-Christ afin qu'il leur accorde la grâce d'être renouvelés par la compréhension de sa Parole, et de porter les fruits dignes de la repentance.

A noter que les participants à ce colloque ne sont pas que des fidèles du Ministère Chrétien du combat spirituel. De nombreuses personnalités politiques et autres invités ont également marqué de leur présence la cérémonie d'ouverture. Sans oublier les fidèles des églises catholique, protestante, Kimbanguiste et salutiste.

« Je suis catholique, mais le thème de ce colloque m'a beaucoup intéressé, raison pour laquelle j'ai décidé de suivre le déroulement de cette conférence jusqu'à sa clôture », a déclaré Armel, un jeune de 22 ans.

Yvette Reine Nzaba

Sa prédication a été suivie d'une forte prière de repentance, au cours de laquelle, le président national de la JCC, Abel Batsimba a encouragé les jeunes à se repentir de leur

# GAGNEZ

## 10.000.000 F CFA

Jusqu'à

**1.000.000 Fcfa**

par jour

**10.000.000 Fcfa**

à la finale

Envoyez "SMS" au 234

Remise des lots tous les jours en direct sur la DRTV

Fièrement congolais

service clientèle: 181

[www.azur-congo.com](http://www.azur-congo.com)

## CONFÉRENCE-DÉBAT

## Des jeunes congolais s'interrogent sur leur avenir

« La jeunesse congolaise face à son avenir », est le thème d'une conférence qui a mobilisé le 31 juillet dernier à Brazzaville, plusieurs jeunes réunis au sein de l'Association jeunesse en éveil du Congo (AJEC).

Face aux multiples critiques dont elle est la cible, la jeunesse congolaise commence de plus en plus à prendre conscience de sa situation et le rôle qu'elle est appelée à jouer dans la marche de son pays vers le développement véritable. En témoigne le mot d'ouverture du président de l'AJEC, Meldry Dissivouloud qui estime que « la jeunesse congolaise souffre d'un déclin moral sans précédent pour lequel des solutions sont impérativement à trouver, à imaginer et à appliquer ».

Pour les initiateurs de cette rencontre citoyenne, l'une des raisons de la perte des jeunes est essentiellement l'ignorance des codes éthiques liés à la vie en société. C'est d'ailleurs ce qui explique le choix du premier sujet de réflexion de cette discussion qui s'intitule : « le problème de l'éthique en milieu jeune ». L'éthique est un élément pratique de la morale, explique l'exposant Reiche Mikolo, qui s'acquiert à la partir de la cellule familiale, à l'église et à l'école, mais qui s'applique dans « la rue ».

En effet, Mikolo estime que, si des jeunes dévient les règles de conduite, les bonnes mœurs ou bien les valeurs sociétales, cet échec est imputable à tous les niveaux d'encadrement de l'individu cités précédemment. Pour le docteur en sciences sociales, Ignace Mafoumbi, il faut surtout s'interroger sur la place du « mérite » en milieu jeune. Un jeune qui s'achète un diplôme ou qui cultive la paresse, regrette Dr. Mafoumbi, ne prône pas la « méritocratie ».

Or, à un moment où le Congo aborde une échéance cruciale de son histoire notamment la présidentielle de 2016, emportée par le débat portant sur le changement ou non de la constitution, la communauté congolaise observe faits et gestes de cette frange de la population. Les participants, quant à eux, appellent à la culture civique: « Avant, pendant et après 2016, nous pensons que le dialogue serait le seul créneau de cette période », suggère un autre intervenant.

Ce vœu est partagé par l'ancien maire de Dolisie, Paul-Adam Dibouilou qui invité à cette occasion, a exhorté les jeunes congolais à ne pas désespérer car, insiste-t-il, l'incivisme et d'autres maux qui minent son épanouissement aujourd'hui ne sont pas seulement l'apanage de la société congolaise. « Il appartient donc à l'Etat de créer les conditions favorables à votre épanouissement socio-professionnel. » « Notre génération est vieillissante. Beaucoup d'entre nous sont en train de partir à la retraite, nous avons besoin d'être remplacés. », a lancé Paul-Adam Dibouilou.

**Fiacre Kombo**

### À LOUER SUR LA RUE DE LA PAIX

À côté du marché Mougali surface de 500 m<sup>2</sup> au 2<sup>e</sup> étage dont moitié en terrasse, moitié couvert, idéal pour restaurant, VIP, boîte de nuit

Tel : 05 557 70 02

### À LOUER, VILLA à coté du Stade Ornano et du CHU

Sur 2 niveaux 2 appartements climatisés indépendants de 160 m<sup>2</sup> avec chacun

Un grand salon, salle à manger, terrasse, Trois chambres avec placards aménagés et cabinet de toilette, Cuisine avec placards.

Entrée séparée avec jardin privatif pour chaque niveau avec parking de 3 voitures. Annexe pour servitudes. Groupe SDMO.

Bâche à eau avec suppresseur.

Tel : 05 557 70 02

### VENTE

Parcelle à vendre à Poto-Poto 1, centre ville la Gare.

Adresse : N° 11 rue 5 février

Surface : 666,15 m<sup>2</sup>

Contact : 06 671 12 90 / 06 662 51 73 / 05 546 12 19

## CATHÉRINE EMBONDZA LIPITI

## « Encore de nombreux défis à relever pour atteindre l'autonomisation de la femme »

Dans une déclaration du gouvernement publiée le 31 juillet, à l'occasion de la célébration de la Journée de la femme africaine, la ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, a reconnu que les femmes ont encore plusieurs défis à relever pour atteindre leur autonomisation.

S'appuyant sur les indicateurs de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDIS), Cathérine Embondza Lipiti a déclaré que les femmes occupent dans leur grande majorité des positions marginales. « A cet effet, plusieurs actions ont été menées au Congo notamment l'appui matériel aux groupements agricoles des femmes ainsi qu'aux centres de formation des jeunes filles aux différents métiers », a rappelé la ministre, se référant aux missions prescrites à son ministère par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso à savoir, « le soutien aux activités génératrices de revenus des femmes ».

La ministre a, par ailleurs, reconnu qu'en dépit de tous ces efforts, les défis à relever sont encore nombreux. Une appropriation par les femmes congolaises du processus dans lequel les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés s'impose. Ainsi, des échanges d'expériences et des meilleures pratiques entre femmes africaines sont à encourager car au niveau de notre continent il existe des pays expérimentés dans certains domaines.

La ministre a en outre loué l'engagement constant du président de la République en faveur des actions qui favorisent l'autonomisation des femmes, s'appuyant sur l'exemple du projet « eau pour tous » qui a permis de réduire la pénibilité du travail des femmes dans le domaine de l'accès à l'eau potable dont les taux sont passés en 2015 à 30% en zone rurale et 62% en zone urbaine.

Dans la même déclaration, la ministre de la femme souligne que « tous les spécialistes s'ac-

cordent à dire que si nos gouvernements renforcent l'autonomisation économique des femmes, ils assurent l'instauration d'un développement durable et d'une croissance pro-pauvres ainsi que la réalisation de tous les objectifs du millénaire. En même temps, ils garantissent la possibilité pour les femmes d'exercer pleinement tous leurs droits fondamentaux et de construire des sociétés équitables. C'est aussi un moyen d'assurer l'égalité des sexes et l'élimination de la pauvreté en tant que facteurs déterminants du développement économique et social ».

Signalons qu'au titre de cette année 2015 consacrée par l'Union africaine comme étant « année de l'autonomisation des femmes et du développement pour la réalisation de l'agenda 2063 de l'Afrique », cette journée est célébrée sur le thème : « Autonomisation des femmes ; lutte contre la pauvreté ».

**Guillaume Ondzé**

## LUTTE CONTRE ÈBOLA

## L'épidémie est à son plus bas niveau, estime l'OMS

Le nombre d'infections hebdomadaires par le virus Ebola a atteint son plus bas niveau depuis plus d'un an en Afrique de l'Ouest, a indiqué le 30 juillet l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Tout en se félicitant des efforts consentis pour combattre le fléau, l'organisation internationale a dit qu'elle restait toutefois prudente puisque les pays touchés ne sont pas encore totalement débarrassés du virus. « Il y a une amélioration de la situation des pays touchés par le virus Ebola, qui sévit toujours en Guinée, Sierra Leone et

Liberia », a souligné l'OMS, ajoutant que le nombre d'infections hebdomadaires par le virus a effectivement baissé. Et ce, même si les pays touchés sont toujours pas tirés d'affaire.

Convaincue de la persistance de la menace, l'organisation a averti d'« un risque de contamination ultérieure » suite au décès d'un patient à Freetown, la capitale libérienne. Ce patient a été diagnostiqué positif au virus après sa mort à l'hôpital, le 23 juillet, selon l'OMS, qui estime qu'il a été en contact avec au moins 500 personnes, « dont plusieurs sont jugées à

haut risque ».

Ce premier nouveau cas détecté, met ainsi fin à une période de 150 jours sans nouvelle infection dans le pays, qui commençait à souffler et reprendre espoir face à Ebola. Malgré cela, l'OMS a estimé que « la situation est meilleure au Liberia », où il n'y a pas eu de nouveau cas pendant la même semaine, après une brève réapparition du virus, il y a un mois. Selon l'OMS, le virus Ebola, apparu en Afrique de l'Ouest pour la première fois en Guinée, a fait déjà plus de 11 000 victimes.

**Nestor N'Gampoula**

## CENTRAFRIQUE

Les participants à la 8<sup>e</sup> réunion du GIC-RCA plaident pour plus de solidarité

Il s'est tenue le 27 juillet dernier à Addis-Abeba en Ethiopie, la 8<sup>e</sup> réunion du Groupe international de contact sur la Centrafrique (GIC-RCA). Sous la présidence du ministre congolais de la Défense, Charles-Richard Mondjo, les participants ont salué l'amélioration de la situation dans le pays, et appelé les donateurs à financer le processus électoral enclenché.

« C'est dans cette optique que s'inscrivent les efforts de Denis Sassou-N'Guesso, président de la République du Congo, médiateur international dans la crise centrafricaine. De ce fait, il invite fortement toutes les parties prenantes à mobiliser les énergies nécessaires en termes de ressources humaines, matérielles et financières pour que nous atteignons l'état final recherché, c'est-à-dire, le bien vivre ensemble dans un espace apaisé et sécurisé pour tous les Centrafricains. », a déclaré le ministre Richard Mondjo.

En effet, soutiennent les partenaires internationaux de la RCA, le pays connaît une nette amélioration aussi bien au plan sécuritaire qu'économique. Ils remarquent une croissance économique marquée par l'augmentation significative des recettes intérieures

due à « un meilleur recouvrement de la TVA » par l'Etat. Tout cela est à mettre à l'actif des forces internationales de maintien de la paix notamment la mission onusienne Minusca et la force française de la sangaris.

Mais l'étape majeure à surmonter dans la transition centrafricaine, reste l'organisation en octobre 2015 du référendum constitutionnel et les élections présidentielle et législatives. S'ajoute l'épineuse question du financement du programme Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants, ainsi que la réforme du secteur des forces de défense et de sécurité, dont le montant global est estimé à quelque 48,5 millions de dollars. « Il faudra compter sur le soutien de tous les partenaires. », ont lancé les participants.

Rappelons que la 7<sup>e</sup> réunion du GIC-RCA s'était tenue le 16 mars dernier à Brazzaville, la capitale congolaise. Les acteurs présents à cette rencontre de Brazzaville, avaient recommandé la tenue du Forum de paix de Bangui, des élections dans le délai prévu, et appelé les donateurs à accompagner les autorités de la transition.

**Fiacre Kombo**

## La ministre Yvonne Adélaïde Mougany a pris part au 13<sup>e</sup> salon « PLANETE PME »

De retour d'une mission de service à Paris en France, où elle a participé à la 13<sup>e</sup> édition de « PLANETE PME », organisée récemment par la Conférence générale des PME (CGPME), Madame Yvonne Adélaïde Mougany, ministre des Petites, moyennes entreprises et de l'artisanat, a fait la restitution de la participation du Congo à cette rencontre d'hommes d'affaires qui se tient chaque année.

La ministre des PME a d'abord rappelé le thème principal de cette rencontre des PME françaises qui portait sur : «Innover, transformer et réussir», pour renforcer le rôle des «PME, véritables fabriques à croissance». À l'entame des travaux, les patrons des PME françaises et leurs hôtes venus de la République du Congo, de la RDC, de la Tunisie, du Sénégal, de la Turquie et de la Chine, ont focalisé leur attention sur les contraintes auxquelles leurs entreprises sont confrontées au quotidien. Il s'agit, en effet des problèmes liés au financement, au développement des activités, à l'emploi, à l'attraction des jeunes

vers les PME, à la cession-reprise ainsi qu'aux services des entreprises, afin de favoriser le développement et la pérennité des PME. Se projetant dans l'avenir, en tenant compte de la révolution en cours des technologies de l'information et de la communication (TIC), les participants ont également passé en revue les atouts et les opportunités de développement offertes aux PME, par l'innovation, la transition numérique et climatique mais aussi et surtout par l'essor de l'économie collaborative, celle du troisième âge et de la médecine à distance. Visite de Planète PME par le président François Hollande

À l'occasion de ce 13<sup>e</sup> salon Planète PME, le président François Hollande a signé une convention de financement en faveur des PME. Par la même occasion, plusieurs ministres de son gouvernement qui l'ont accompagné, dont ceux en charge de l'économie et l'industrie, puis du travail et de l'emploi, ont longuement échangé avec les opérateurs économiques.

### L'entrepreneuriat féminin

Cette rencontre a été aussi une occasion pour réfléchir sur l'avenir de l'entrepreneuriat féminin en France, où environ 4% des créateurs d'entreprises sont des femmes. Parmi les solutions apportées aux problèmes spécifiques, la ministre congolaise des PME a précisé que depuis 2014, il a été mis en place, un fonds de garantie à l'initiative aux femmes bénéficiant d'une dotation de 6 millions d'euros (environ 4 milliards de FCFA). Le plafond des interventions de ce fonds dans un projet, a été relevé de 27.000 euros (environ 17,8 millions de FCFA) à 45.000 euros, (soit quelque 30 millions FCFA) à l'occasion de cette rencontre d'hommes d'affaires. Les jeunes en apprentissage et les PME La question de l'emploi et de l'employabilité des jeunes, a été aussi débattue lors de ces assises. La ministre des PME a cité parmi les actions engagées pour susciter davantage de vocations d'entreprendre chez les jeunes, entre autres, la mise en place des incubateurs, la création d'espaces d'information et de conseil sur les métiers, une meilleure mobilisation des PME pour un recours accru à l'innovation et en faveur d'une intensification de la formation professionnelle. La convention de partenariat CCIAM de Pointe-Noire et la CGPME



Mme la ministre des PME avec François Hollande

En marge des débats, la ministre Adélaïde Mougany a patronné la signature, par les présidents des deux structures, d'une Convention de partenariat d'une durée de deux ans, entre la Chambre de commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers de Pointe-Noire d'une part, et la CGPME, d'autre part. Il s'agit, en effet, d'un accord-cadre visant à promouvoir le renforcement de la coopération et la collaboration entre les opérateurs économiques français et congolais, avec pour maîtres-mots, le partage et la participation croisée aux informations et activités d'intérêt mutuel. «C'est un cadre qui permettra de créer des relais entre les PME françaises et les PME congolaises, mais également l'échange d'informations entre les deux institutions. Aux chefs d'entreprises congolais, ce cadre leur permettra par exemple, d'aller en France rechercher les opportunités d'affaires et vice-versa», a conclu la ministre des PME, Yvonne Adélaïde Mougany.



La ministre des PME supervisant la signature de l'accord

# METATOUT

## PREFABS

Qualité et développement Durable !



Logements pratiques prêts à l'emploi

Bâtiment: **UL** galvanisé

Bâtiments et systèmes modulaires

Bâtiments en acier structurel

Cabines Mobilier urbain

Bâtiment préfabriqués

Bâtiments écologiques

Conteneurs de vie

Stations Services

Sanitaires

Hangars

Pointe-Noire Centre Ville - Avenue de Kimkambo ( en diagonale de Servtec )

Tel : 06 9999 666 - 06 947 22 22



COOPÉRATION MILITAIRE

# Le colonel Xu Guopei rappelle de nombreux faits illustrant les relations entre la Chine et le Congo

« Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Congo en 1964, leurs relations bilatérales ne cessent de se développer avec l'abondance de fruits d'une coopération gagnant-gagnant », a déclaré l'attaché de défense près l'ambassade de Chine au Congo, Xu Guopei au cours d'une réception organisée le 30 juillet à Brazzaville, à l'occasion du 88ème anniversaire de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine (APLC).

En effet, dans le domaine militaire, l'attaché de défense a évoqué la première visite d'une délégation congolaise en Chine en 1965, la formation des stagiaires congolais en Chine, l'échange de visites, la fourniture de l'assistance militaire, l'acquisition des équipements, sans oublier l'Académie militaire Marien-Ngouabi qui constitue, a-t-il ajouté, « le témoignage aussi bien historique qu'actuel de l'amitié si-

no-congolaise ».

L'année 2015 marque également le 70<sup>e</sup> anniversaire de la victoire antifasciste et celle de la Chine sur le Japon pendant la deuxième guerre mondiale. À cet effet, le colonel Xu Guopei a rappelé cette histoire douloureuse qui a fait 35 millions de morts et de nombreux blessés, avec des dégâts matériels importants.

En outre, il l'a précisé qu'il ne s'agit pas de raviver la haine

entre le peuple chinois et japonais, « mais pour regarder vers l'avenir et redoubler la vigilance à la tendance du militarisme du Japon ».

Justifiant le droit de défense de son pays, le colonel Xu Guopei a précisé que, « la Chine ne constitue aucune menace pour un pays quelconque. La modernisation de ses forces est une nécessité pour son droit de défense légitime ».

« La politique de défense de la Chine n'est pas agressive. Tout en s'opposant à toute forme d'hégémonisme et de la politique du plus fort, elle développe des relations d'amitié et de coopération avec d'autres pays sur la base de cinq principes de coexistence pacifique. La Chine a de nombreux défis sécuritaires à relever : séparatistes, terroristes et extrémistes religieux, litiges territoriaux et maritimes, tension régionale, conflit potentiel etc. », a-t-il indiqué. Par ailleurs, il a rappelé la participation de la Chine aux opérations de maintien de la paix de l'ONU à travers l'envoi des contingents de transport,



Le colonel prononçant son discours de soins médicaux, de génie de construction et des forces de protection en RDC, Libéria, Sierra Leone, Mali, Sud-Soudan, etc.

La coopération entre la Chine et le Congo est aussi fructueuse dans d'autres domaines. Les échanges culturels entre les deux pays se multiplient, car la Chine octroie chaque année plus de 40 bourses à des étudiants congolais et fournit des formations professionnelles, y compris agricole et militaire. Organisée à l'ambassade de Chine, à Brazzaville, la cérémonie relative à la célébration du 88ème anniversaire de la fondation de l'APLC a été rehaussée de la présence des hautes autorités militaires congolaises et chinoises.

Yvette Reine Nzaba



Des officiers militaires présents à la cérémonie



## COOPÉRATION CONGO - UNION EUROPÉENNE



### LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES (PRCCE)

EN PARTENARIAT AVEC:



A MIS EN PLACE



## LE CHÈQUE SERVICE

PLUS DE 92% DE PRISE EN CHARGE PAR L'U.E.



DIRIGEANTS DE TPE/PME/PMI,  
CRÉATEURS D'ENTREPRISES  
DES EXPERTS VOUS ACCOMPAGNENT



Les chèques Services sont émis à Brazzaville et Pointe Noire.  
Brazzaville : Agence Centrale LCB Bank et Caisse de la Fédération des MUCODEC  
Pointe Noire : Agence Centrale LCB Bank et Délégation des MUCODEC

[www.lechequeservice.com](http://www.lechequeservice.com)

✉ : [info@lechequeservice.com](mailto:info@lechequeservice.com)

## CONGO-VÉNÉZUELA

## La coopération intègre le secteur des PME

L'ambassadrice de la République vénézuélienne a échangé avec la ministre congolaise des Petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, Yvonne Adélaïde Mougani, le 31 juillet. Pour Norma Borges, la coopération entre les deux pays ne peut être effective qu'en intégrant le secteur des PME.

« L'expérience vénézuélienne mérite d'être partagée à mon avis. C'est dans ce sens que nous allons responsabiliser une équipe chargée de mettre en place un dispositif qui donnera corps à ces accords », a reconnu la ministre des PME.

Cette démarche donnera toute leur substance aux accords signés entre les deux chefs d'Etat. Dans ce sens, le forum sur l'investissement prévu au mois de novembre prochain à Brazzaville sera l'occasion pour les hommes d'affaires vénézuéliens de découvrir le Congo, notamment ses



L'ambassadrice du Venezuela répondant à la presse après l'entretien

produits agricoles tels le manioc. « Nous travaillons pour créer des emplois, développer l'entrepreneuriat, et lutter contre la pauvreté », a conclu Adélaïde Mougani.

Rappelons qu'en matière de ré-

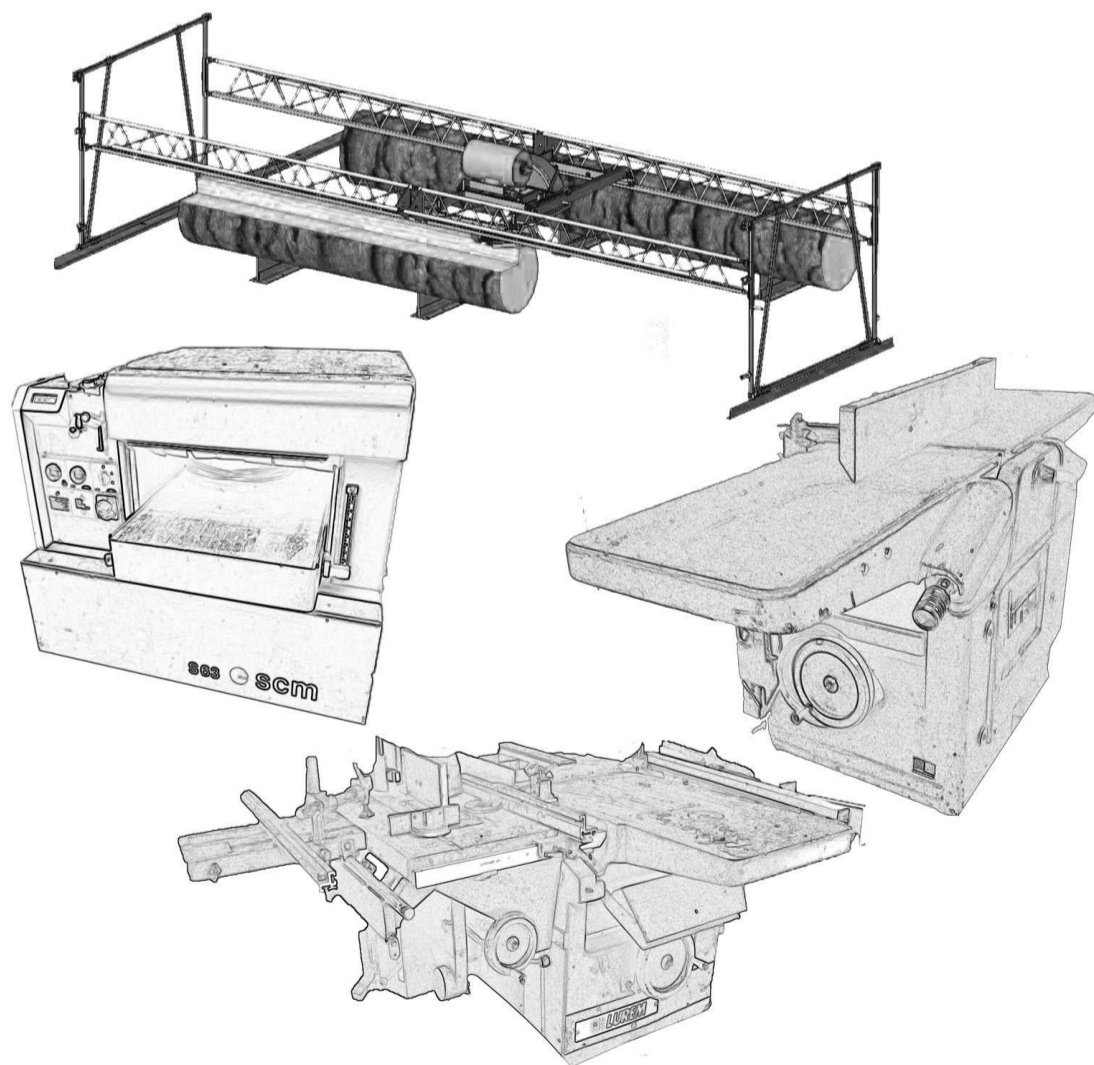
duction de la pauvreté, le Venezuela a été reconnu par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, comme l'un des plus avancés dans le monde.

Lopelle Mboussa Gassia

## VENTE MACHINES A BOIS

## EXPORT - NEUF &amp; OCCASION

## Devis avec transitaire



## Ets. JOULIN Père &amp; Fils – Paris

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – FRANCE

Brazzaville : 06 66 47 290 - Paris : +33 (0)6 08 02 59 42

Fax : +33 (0)1 42 07 12 13

Email : ets.joulin@free.fr

## CHRONIQUE

## En août, cap sur l'humanitaire et les Autochtones

En ce mois d'août, le monde célèbre deux causes à notre avis primordiales pour la survie de notre planète à savoir : la Journée internationale des populations autochtones et celle de l'aide humanitaire.

En effet, depuis 1994, l'Assemblée générale des Nations unies avait pris la résolution 49/214 consacrant le 9 août comme la Journée internationale des populations autochtones. Cette date marque la première réunion de travail dédiée aux populations autochtones en 1982. Il s'agissait, dans l'esprit des débatteurs, de renforcer la coopération internationale pour résoudre les nombreux problèmes rencontrés par les autochtones dans les droits de l'homme, l'environnement, le développement, l'éducation et la santé.

Il existe depuis avril 2000, une résolution sur l'établissement d'une Instance permanente qui se chargerait des questions autochtones et fournir des conseils sur ce sujet. Cette année, le thème retenu sonne comme un engagement qui se veut universel : « Programme pour l'après-2015 : garantir santé et bien-être aux peuples autochtones. »

Pour mieux illustrer cette volonté, des événements seront organisés à travers le monde avec cependant un décalage pour New York, où se trouve le siège des Nations qui a prévu le faire le 10 août dans l'enceinte du Conseil économique et social. Ici et là, on tentera de souligner l'importance de l'accès aux soins pour les peuples autochtones, en démontrant et en martelant à souhait que l'amélioration de leur santé demeure un défi majeur.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire quant à elle, porte sur « Le monde a besoin de plus de... » Ce thème permet de rendre hommage aux nombreux vaillants qui s'exposent au danger et à l'adversité pour soutenir ceux en détresse. La date du 19 août a été choisie en référence à l'attentat qui, en 2003, avait causé la mort de 22 personnes au siège des Nations unies à Bagdad, en Irak.

En effet, chaque jour, les travailleurs humanitaires aident des millions de personnes à travers le monde, quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Cette Journée mondiale de l'aide humanitaire leur est entièrement dédiée.

La résolution 63/139 des Nations unies prise le 11 décembre 2008, qui désigne le 19 août comme Journée mondiale de l'aide humanitaire définit les missions, qui consistent à mieux sensibiliser le public aux activités humanitaires et à l'importance de la coopération internationale, mais aussi à rendre hommage aux personnels humanitaires qui s'emploient à promouvoir cette cause, au péril de leur vie. Une invite donc « pour tous les États membres, les entités du système des Nations unies, à marquer cette Journée chaque année comme il convient. »

Des catastrophes humanitaires ont lieu à travers le monde et personne ne peut se targuer d'avoir toujours réagi le plus promptement. Et lorsque l'on évoque la misère infligée aux autochtones, il n'y a pas non plus de monopôle car l'horreur intervient indifféremment selon les espaces géographiques. Et l'on peut, pèle mèle, évoquer le calvaire des Rohms en Europe, et particulièrement en France où les spécialistes font état d'un certain recul de la tolérance ; les Kurdes en Turquie, ou hier en Irak ; les Indiens et les Noirs en Amérique du Nord où la peine de mort est encore prononcée de nos jours au Texas et en Floride ; le non-respect des femmes dans les pays islamiques où les droits de l'homme ne sont nullement évoqués. Somme toute, il reste encore beaucoup de travail à faire pour protéger les autochtones et renforcer l'humanitaire en gardant à l'esprit que personne ne peut en la matière se poser en donneur de leçon. Simplement, tous nous devons nous consacrer à faire mieux, comme il convient.

Ferréol Constant Patrick GASSACKYS

**IN MEMORIAM**

03 août 2012 - 03 août 2015, cela fait exactement trois (3) ans que la mort arrachait à la vie notre fille, sœur et maman Mboussa Nadia Stella. Le temps qui passe n'a pu effacer la douleur de la séparation, ni combler le vide laissé par sa disparition.

A la force de l'âge elle s'en ait allée. En ce jour de triste anniversaire, moi ta maman, tes sœurs Alida, Raïssa, tes frères Kevin, Ludger Mboussa, ainsi que tes enfants Viana Moyasko, Lika Denast, Lika Diana, Lika Juliane prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Nous ne t'oublions jamais. Repos éternel.



2 août 2010 - 2 août 2015, voici cinq ans jour pour jour que disparaissait notre mère, Angèle Nkouta alias « Dengouris ». En cette date mémorable, Guy-Gervais Kitina, Rédacteur en chef aux Dépêches de Brazzaville, les enfants Kitina Kandza, Véronique Boumi et l'ensemble des petits-fils prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle afin que son âme repose plus que jamais en paix. A cette occasion, une messe d'action de grâce en sa mémoire a été dite le dimanche 2 août en l'Eglise catholique Saint Augustin de la Tsiémé. Maman, nous ne t'oublions jamais



*Séminaire international de formation*  
**Supply Chain Management : tableaux de bord des services généraux**

**Date / Lieu :**

Pointe Noire : du 10 au 14 août 2015 (1 semaine)

**Tarif HT :**

1 143 euros (750 000 F CFA)



**Principaux points abordés :**

- ☛ Définir la place et les missions des Services Généraux
- ☛ Distinguer les indicateurs de résultat, d'activité et de performance
- ☛ Recenser l'information pertinente
- ☛ Définir la forme et la périodicité du tableau de bord
- ☛ Préconiser des mesures

**Les + de Trainis :**

- ☛ Salle de séminaire spacieuse, climatisée, équipée de vidéo-projecteur et paper-board;
- ☛ Pausés-café offerts chaque jour;
- ☛ Attestation & support de cours fournis.
- ☛ Formateurs professionnels expérimentés et hautement qualifiés

**Contacts :** 09, avenue de la Mfoa, imm. Yombo (croisement avenues Mfoa & beaux-parents)

☎: 00242 06 623 59 77 / 05 319 13 98 ✉: congo@trainis.com Brazzaville, Congo  
www.trainis.com

NOUVEAU  
AU CONGO

**CONGO-INFO.COM**  
RÉPERTOIRE NATIONAL OFFICIEL  
DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

L'ANNUAIRE OFFICIEL ET INCONTOURNABLE

AVEC LE CONCOURS DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

LE SITE

L'APPLICATION

TOUTES LES INFOS  
OFFICIELLES ET PRIVÉES DU CONGO !

TROUVEZ EN UN CLIC...

Entreprises, Ministères, Ambassades, Mairies, Hôtels...

PARTENAIRE

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège sociale : B4, bd Denis-Sassou-N'Guesso  
Immeuble les Manguiers (Mplia), Brazzaville  
République du Congo

L'application Congo Info en  
téléchargement gratuit sur  
tous les smartphones.

Contactez Alain Richard

+242 06 658 06 26 / alain@congo-info.com

Pour plus d'informations rendez-vous sur

www.congo-info.com

Allianz Voyage

Schengen, Monde Entier

Voyagez en  
toute sécurité

Allianz Congo Assurances  
vous propose le meilleur de  
l'assurance voyage !

Nouveaux  
tarifs

A partir de  
19 949 F.CFA TTC  
Disponible chez tous les  
intermédiaires agréés Allianz

**Siège social**  
Résidence Gabriella  
Avenue Liguissi Pombellot  
B.P. 340 Pointe-Noire - République du Congo  
Tél. : +242 05 601 12 00  
Email : allianz.congo@allianz-cg.com

**Bureau de Brazzaville**  
Immeuble Ebatha - 2ème Etage  
Marché Plateau, Centre-ville  
République du Congo  
Tél. : +242 05 012 95 54 / +242 22 604 50 21  
Email : allianz.congo@allianz-cg.com

Avec vous de A à Z

Une équipe jeune et dynamique  
à l'écoute de vos besoins

Assurances et  
Réassurances du  
Congo

Assurance Incendie	Assurance Scolaire
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Maladie
Assurance Globale Banque	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise
	Etc...

Soyez rassurés, vous êtes bien assurés!!

Agence BZV : Avenue Amilcar Cabral - Tél : +242 22 281 53 89 / 22 281 16 90

Agence PNR : 129, Avenue Fayette Tchitembo - Tél : +242 22 281 40 67 / 94 12 88

Email : arc@arc-congo.cg - www.arc-congo.cg

## SANTÉ PUBLIQUE

# Découverte d'un vaccin contre Ebola

**Le vaccin VSV-EBOV est développé par l'Agence de la santé publique du Canada et sa licence serait détenue par les laboratoires américains NewLink Genetics et Merck.**

L'épidémie d'Ebola est en voie d'être définitivement éradiquée sur le continent africain. C'est le moins qu'on puisse dire au regard des derniers développements des stratégies de riposte mises en place pour contrer la poussée de cette maladie d'origine virale. La lutte contre Ebola est, en effet, en passe de connaître son dénouement grâce à la découverte du vaccin «VSV-EBOV». L'information livrée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un communiqué daté du vendredi 31 juillet a enthousiasmé de nombreux malades et rassuré la communauté universelle eu égard au danger permanent que représente cette maladie.

L'Agence du système de l'ONU s'est, en fait, appuyée sur une étude publiée dans la revue médicale britannique The Lancet laquelle évoque les résultats des tests effectués en Guinée ayant confirmé l'efficacité dudit vaccin sur les personnes atteintes. Il en ressort que sur plus de 4 000 personnes testées, le vaccin s'est avéré efficace à 100%. Développé par l'Agence de la santé publique du Canada, ce nouveau vaccin dont la licence est détenue par les laboratoires américains NewLink Genetics et Merck constitue une avancée significative dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola. « C'est une grande nouvelle et l'événement médical

le plus prometteur jusqu'à présent dans la lutte en cours pour stopper Ebola », a pour sa part commenté le virologue britannique Benjamin Neumann cité par radiokapi.net.

Cette découverte du vaccin VSV-EBOV intervient alors qu'une dynamique de lutte est en train de se mettre en place en Afrique de l'Ouest avec la contribution des experts congolais dont l'expérience dans la prise en charge de la maladie ces trois dernières décennies est jugée salutaire pour le continent. Notons qu'au stade actuel de renforcement des dispositifs de précaution et de la mobilisation internationale, le bilan de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest approche les 10.000 cas pour près de 4.900 morts.

Alain Diasso



Une patiente en train de se faire vacciner

## Distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide au Kasai-Oriental

**Quatre ans après avoir distribué gratuitement les moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée (MIILD) aux habitants de la province de l'ex-Kasai-Oriental, le ministère de la Santé publique avec l'appui de l'association de santé familiale (ASF/PSI) vient de lancer une autre campagne de distribution dans la même province.**

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi a procédé dernièrement au lancement de cette campagne de distribution des moustiquaires imprégnées à Mbuji-Mayi dans la province du Kasai-Oriental. C'était en présence du gouverneur de cette province, Alphonse Ngoy Kasandji, l'administrateur de l'ASF/PSI, les représentants des agences de l'ONU.

Pendant quatre jours, les acteurs du terrain vont procéder à la distribution de plus de six millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée à travers toute la province et couvriront les trois divisions provinciales de santé.

Pour le Dr Félix Kabange Numbi, quatre utilisations d'une moustiquaire imprégnée d'insecticide la rendent inefficace.

« Il nous fallait la remplacer et nous sommes là pour le faire et vous doter de nouvelles moustiquaires afin que vous puissiez continuer à participer effectivement à faire reculer le paludisme dans notre pays ».

L'une des stratégies efficaces de prévenir la malaria, les moustiquaires imprégnées, fait savoir le Dr Félix Kabange Numbi, sont des outils qui nous permettent de nous protéger du paludisme et de ce fait de nous épargner d'une mortalité déplorable parfaitement évitable.

Pour réussir la lutte contre le paludisme ou la malaria, le ministre de la Santé publique soutient que ce combat ne pourra être gagné qu'à la condition que chaque partie concernée joue bien son rôle. Ainsi, de même que le gouvernement approvisionne les centres de santé en médicaments et intrants diagnostiques et procure à la population des moustiquaires imprégnées. La population est, quant à elle, priée de dormir sous ces moustiquaires et de s'engager à des soins péri et intra-domiciliaire pour faire échec au paludisme.

C'est ainsi que le ministre de la Santé publique, demande avec insistance à toute la population du Kasai-Oriental de dormir toutes les nuits sous la

moustiquaire, car celle-ci va la protéger contre les piqûres des moustiques qui transmettent le paludisme. « De cette façon, nous allons lutter contre ce fléau et le bouter hors de notre province du Kasai-Oriental, du Sankuru et de la Lomami ».

Le Dr Félix Kabange Numbi a par ailleurs indiqué que la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide constitue un énorme investissement dans la santé de la population et le gouvernement est en droit d'attendre des bénéfices sanitaires perceptibles. Pour y arriver, les parents sont priés de faire bon usage de ces moustiquaires et de dormir de faire dormir leurs enfants sous ces moustiquaires, en évitant en même temps des séjours prolongés à l'extérieur dans les heures vespérales.

De son côté, le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoy Kasandji a souligné que la malaria demeure une maladie dévastatrice. Elle touche les enfants et les femmes enceintes et l'usage de la moustiquaire va réduire les dégâts causés par cette maladie. en 2012, rappelle-t-il, près de 2 millions des cas on été identifiés dans la province.

Aline Nzuzi

## Kinshasa sous la menace de la rage canine

**Une campagne d'enregistrement des animaux de compagnies est lancée en vue de contenir cette maladie déclarée dans certaines communes de la ville-province.**

L'inspecteur vétérinaire provincial de Kinshasa est inquiet de la recrudescence de la rage canine dans la ville province. Cette structure citée par radiokapi.net, a invité les propriétaires des animaux de compagnie à les faire vacciner. « C'est une manière de prendre des précautions contre toute contamination de la rage canine qui se repand déjà dans certaines communes de la capitale », a souligné la source, qui a visé les communes de Banda-

lungwa, Kimbanseke, Masina et Mont Ngafula, comme celles où cette maladie est actuellement enregistrée.

Pour contenir cette maladie, une campagne d'enregistrement des animaux de compagnie dont les chiens et les chats a été lancée. Après, le service vétérinaire de la ville procédera, conformément aux textes en vigueur en la matière, à l'abattage des animaux de compagnie en divagation supposés être atteints de cette maladie.

Fin juin, rappelle-t-on, l'Association des médecins vétérinaires du Congo (Amévéc) avait lancé, en collaboration avec les services de santé humaine et animale, une campagne de sensibilisation contre la rage. L'action avait pour objectif, de donner à la po-

pulation des informations en vue de gérer cette maladie.

Dans un entretien avec la presse, le président de cette association, Dr Amédée Luyuba Awazi, avait noté deux cent et trois cas de morsures dont six cas de décès dus à la rage canine de janvier à mars dans la capitale congolaise.

Selon le Dr Amédée Luyuba Awazi, 17 % des cas de morsures ont été enregistrés en milieu urbain contre 83 %, en milieu rural. De son avis, cette situation est due au manque d'information et des soins appropriés. C'était donc pour pallier cette carence que cette structure a décidé de lancer cette campagne de sensibilisation.

Lucien Dianzenza

## JUSTICE

## L'opposant Jean-Bertrand Ewanga retrouve la liberté

**Son parti, l'Union pour la nation congolaise (UNC) se trouve ragailardie par la libération de son secrétaire général et déclare poursuivre son combat pour l'avènement de la démocratie en RDC.**

Le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC) est de nouveau libre. C'est depuis le jeudi 27 juillet que Jean-Bertrand Ewanga a quitté le Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa CPRK) où il a été détenu pendant une année pour rejoindre sa famille. L'émotion était grande dans le chef de ses proches mais aussi de ses partenaires politiques qui ont salué « la victoire de la liberté d'expression ». En fait, cet acteur politique très volubile venait de purger sa peine de douze mois de prison ferme lui infligée par les instances judiciaires du pays pour « offense au chef de l'État ». Il fut arrêté le 5 août 2014 dans la foulée d'une manifestation de l'opposition contre les velléités de révision constitutionnelle que nourrissait la majorité au pouvoir. Bertrand Ewanga, de l'avis de ses pourfendeurs, aurait tenu des propos déplacés et très critiques à l'endroit du président de la République lesquels étaient mal digérés au sommet de l'État. « C'est la victoire de la justice de Dieu sur celle des hommes », entend-on dire du côté de l'UNC qui a toujours remis en cause les griefs en charge de leur membre dénonçant, au passage, un procès politique étant entendu que dans le Code judiciaire congolais, il n'existe aucune infraction qualifiée d'offense au chef de l'État. Un argumentaire qui n'a pu modifier le cours des événements puisque Bertrand Ewanga a été finalement condamné nonobstant toutes les pressions extrajudiciaires.

Tout en saluant cette libération, l'UNC reste constante dans sa prise de position par rapport au dialogue national qu'elle refuse d'intégrer et surtout par rapport à une modification éventuelle de la Constitution dont elle n'est pas prête à cautionner. Toutefois, pour maints observateurs, la libération de celui qui passait jusque-là pour l'un des symboles des opposants politiques emprisonnés à Kinshasa pourrait constituer un véritable déclic pour faciliter la sortie d'autres détenus politiques à l'instar d'Eugène Diomi, Ernest Kiaviro et autres.

A.D.

## PROCÈS FLORIBERT CHEBEYA

## La partie civile exhume le dossier « BDK »

Les avocats de la partie civile ont regretté, jeudi à l'ouverture des séances de plaidoiries, que celui qu'ils considèrent comme le commanditaire du meurtre, en l'occurrence l'ancien chef de la police, John Numbi, ne soit toujours pas inquiété.

Le procès en appel des assassins présumés de Floribert Chebeya vient d'entrer dans une phase décisive : celle des plaidoiries. Depuis le jeudi 30 juillet, les avocats de la partie civile se relayent devant la Haute Cour militaire avec un discours très critique sur la gestion même du procès qui tend, selon eux, à disculper le vrai commanditaire du crime odieux perpétré contre cet activiste des droits de l'homme. Ils continuent, en effet, de réclamer à cors et à cri la comparution de l'ex patron de la police, le général John Numbi qui serait le principal « donneur d'ordre » dans ce feuilleton macabre. Les autres personnes suspectées ou mises en procès n'étant que « des simples exécutants ». A l'instar de ses collègues, Me Ngomo a regretté le fait que ce haut cadre de l'armée ait été extirpé de la suite du procès après sa comparution comme simple témoin en première instance en 2011 alors qu'au stade actuel du procès, de nouveaux développements l'enfoncent davantage en mettant à nu son implication



Une attitude des prévenus au cours d'une audience

dans l'assassinat de Floribert Chebeya. Une requête qui est toujours loin de recueillir l'assentiment du tribunal, John Numbi n'étant pas formellement poursuivi malgré les griefs à charge portés contre lui. D'où le rejet par la Haute Cour d'une requête de la partie civile sollicitant une fouille de la ferme du général John Numbi pour voir si le corps de Fidèle Bazana,

ancien chauffeur de Chebeya, assassiné le même jour que lui, s'y trouvait. Jusqu'à ce jour, en effet, le corps de la victime demeure introuvable au grand désenchantement de ses proches. Un avocat lève le voile sur les mobiles cachés du crime C'est l'intervention de Me Kabengele qui aura suscité un grand intérêt au cours de cette première audience réservée

aux plaidoiries. Pour cet avocat de la partie civile, les mobiles de l'assassinat de Floribert Chebeya ne sont pas à aller chercher loin. L'homme était en pos-

des adeptes de ce mouvement politico-religieux. Plusieurs autorités civiles, militaires et policières du Bas-Congo et de Kinshasa seraient, d'après cet avocat, impliquées dans ce que le défunt Chebeya avait qualifié de « génocide » parce qu'éligible comme « crime d'Etat » susceptible d'être jugé au niveau de la Cour pénale internationale.

Bien avant de saisir cette juridiction internationale, a révélé Me Kabengele, Floribert Chebeya était en passe de déposer une plainte contre les présumés coupables auprès de la justice belge avec son organisation, la Voix des sans voix (VSV), comme partie civile. Malheureusement, son action fut interrompue suite à la divulgation du contenu de sa requête par un confrère prestant en Belgique au mépris de toute déontologie. Et c'est de là, à en croire Me Kabengele, que les déboires de Floribert Chebeya auraient commencé jusqu'à son assassinat le 2 juin 2010 après un rendez-vous manqué au siège de l'inspection générale de la police avec le général Numbi qui a toujours nié ce rendez-vous.

Les plaidoiries du procès en appel se poursuivent ce lundi 3 août avec les parties civiles et le ministère public.

Alain Diasso

## AFFAIRES

## Quatre services d'accord pour une déclaration unique

La campagne de vulgarisation de cette réforme et la fixation d'une période probatoire sont les étapes restantes après le choix porté sur la mise en place de cette modalité de paiement des impôts, cotisations sociales et contributions patronales sur les rémunérations dues à la Direction générale des impôts (DGI), à l'Institut national de sécurité sociale (INSS), à l'Institut national de préparation professionnelle (INPP) et à l'Office national d'emploi (Onem).

D'ailleurs, un protocole d'accord et de collaboration suivi d'un communiqué conjoint de ces institutions ont permis de définir les modalités de collaboration de ces quatre institutions. C'était le week-end. Par cet acte solennel, les institutions précitées sont désormais parties prenantes dans la mise en œuvre de cette réforme qui permettra, espère-t-on, de faire gagner des places au pays dans le classement Doing Business 2016. L'idée est d'arriver à agir à travers l'indicateur Paiement des taxes et impôts. En effet, lors de la publication du dernier rapport Doing Business, cet indicateur a connu un élargissement pour inclure des mesures comme les audits fiscaux, les remboursements d'impôts et les recours en matière fiscale. Selon les experts, la mise en œuvre effective de quatre à cinq réformes aura pour résultat de faire avancer la RDC de quatre à cinq points. Entretemps, du côté des autorités congolaises, il y a eu plusieurs séances de travail à la primature avec

les responsables des ministères et structures étatiques concernées par les réformes.

A en croire les experts, l'objectif final de cette réforme est d'instituer un système de déclaration et de paiement unique des impôts, cotisations sociales et contributions patronales sur les rémunérations, conformément à l'arrêté interministériel du 12 mai dernier. La réforme va conduire à quatre changements majeurs. D'abord, il y a l'institution d'un formulaire unique de paiement. Ensuite, il faut évoquer de la fixation de l'échéance de paiement au 15 de chaque mois. En troisième lieu, l'on s'attend à la mise en place d'un Guichet unique de paiement logé au sein de la DGI. Enfin, il y a le partage des informations entre les 4 structures concernées.

Quant aux effets attendus, ils tourneront autour de certains avantages dont la réduction du nombre des déclarations, la réduction du nombre de paiements, la simplification des procédures et formalités ainsi que l'unification des échéances. Il existe déjà un modèle de formulaire présenté dans le protocole d'accord signé dernièrement. Au-delà, il y a la saisie par le Guichet unique des données et informations du contribuable consignées dans la déclaration unique pour les mettre à la disposition des partenaires. Enfin, il faut mettre en bonne place les moyens d'échanges de ces données et informations entre les parties prenantes.

Laurent Essolomwa

## TROPHÉES FRANCOPHONES 2015

## « Examen d'Etat » dans la liste des films présélectionnés

Le film du jeune réalisateur congolais Dieudo Hamadi figure parmi les 56 longs métrages et 26 courts métrages, issus de 33 pays qui attendent d'être nommés dans différentes catégories.

L'édition 2015 des trophées francophones du cinéma se tiendra à Abidjan du 23 novembre au 5 décembre 2015. La présélection, indique-t-on, a été établie conformément au règlement qui permet à chaque pays d'être représenté par un maximum de trois longs métrages dont au moins un film documentaire, plus un court-métrage. Les 82 films présélectionnés, expliquent les organisateurs, seront visionnés par l'ensemble des membres de l'assemblée générale d'ATFCiné, structure organisatrice des Trophées. À l'issue de cette phase, note-t-on, cinq nominations seront effectuées dans chacune des neuf catégories : long-métrage de fiction, long-métrage documentaire, court-métrage, scénario, réalisation, interprétation féminine, interprétation masculine, second rôle féminin, second rôle masculin.

Les films nommés seront dévoilés sur le plateau de TV5Monde le lundi 21 Septembre à l'occasion d'une émission spéciale diffusée sur l'ensemble des réseaux de TV5Monde. « Chaque film ayant re-

cueilli au moins une nomination fera l'objet d'une projection exceptionnelle lors des dix jours de projections publiques à Abidjan, du Lundi 23 Novembre au Mercredi 2 Décembre 2015, dans la nouvelle salle de projection du Palais de



la Culture d'Abidjan », explique-t-on.

À l'occasion du second tour de vote, soulignent les organisateurs, un collège électoral constitué d'artistes francophones du monde entier exerçant leur activité dans tous les champs de la culture hors celui du cinéma, et de professionnels ivoiriens du cinéma et de l'audiovisuel, désignera les lauréats dans chacune des neuf catégories. Les lauréats seront connus le samedi 5 Décembre 2015 au Palais de la Culture d'Abidjan, où sera organisée la 3<sup>e</sup> cérémonie de remise des trophées francophones du cinéma.

Patrick Ndongidi

# Célébration de la Journée de la femme africaine

Ladite journée a été célébrée vendredi 31 juillet dans la salle du forum Mbongui sur le thème : « Autonomisation de la femme : Lutte contre la pauvreté ». Félicité Brigitte Diop Meno Tchiloumbou, directrice départementale de la promotion de la femme à Pointe-Noire accompagnée de quelques autorités préfectorales et municipales, plusieurs femmes et des invités ont participé à la cérémonie.

Expliquant ainsi ce thème, Brigitte Diop Meno Tchiloumbou a signifié que, la femme africaine est leader par essence, l'autonomisation n'est pas seulement économique, mais globale car elle touche aussi bien l'aspect économique, social et politique de cette dernière. « Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso et d'autres présidents des pays de l'Union africaine ne ménagent aucun effort en vue de la prise en compte des questions relatives aux femmes. La femme constitue un levier sûr et un maillon important du développement, ainsi les femmes doivent continuer de prendre conscience de leur place et de leur rôle afin de donner une valeur ajoutée à ce qu'elles entreprennent pour traduire leurs actions en paroles », a-t-elle déclaré.

En effet, au cours de cette rencontre, les femmes du département de Pointe-Noire ont formulé une motion spéciale

de remerciement au président de la République pour son implication personnelle aux questions de la femme et de la paix à travers la sous-région en général et au Congo en particulier. Plusieurs recommandations ont été aussi formulées par les femmes au cours de ces assises notamment, la vulgarisation de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la promotion de l'éducation, de la formation et du développement professionnel des femmes. De même, la mise en place d'une politique tendant à donner aux femmes les moyens de participer pleinement à une vie économique dans tous les secteurs, la participation effective de la femme dans les sphères de prise de décisions nationales et internationales, la prise des dispositions devant permettre la mise en application de la loi sur la parité. Après plusieurs échanges sur les questions de l'autonomi-



Les femmes du département de Pointe-Noire « ADIAC Photos

sation de la femme africaine, et estimons que cette autonomisation passe aussi par la compréhension de l'actualité politique nationale, les organisateurs ont profité de la rencontre pour vulgariser aux participants les conclusions du dialogue national exclusif de Sibiti tenu du 13 au 17 juillet dernier dans le département de la Lekoumou. Sachant que cette journée est

le fruit de la lutte des femmes pour la libération du continent africain. Elle tire ses origines de la conférence des femmes africaines tenue le 31 juillet 1962 à Dares Salam en Tanzanie au cours de laquelle elles se sont réunies en congrès en vue d'échanger leurs expériences et conjuguer leurs efforts pour l'émancipation de la femme africaine, son intégration dans le processus du

développement de l'Afrique. En 1974, les femmes se sont réunies pour la seconde fois au Sénégal, en congrès de l'Organisation panafricaine de la femme (OPF) au cours de ce deuxième congrès celles-ci ont décrété la journée panafricaine de la femme ou journée de la femme africaine célébrée tous les 31 juillet de chaque année.

Séverin Ibara

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE  
POLITIQUE  
RÉFLEXIONS  
SPORT  
SOCIÉTÉ  
ART, CULTURE, MEDIA  
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## HUMEUR

## Quand des cités rurales se municipalisent, l'exode rural s'éteint !

Bien avant la décennie 70 et jusqu'à une date récente, les mouvements migratoires des populations rurales vers des villes avaient considérablement vidé des campagnes et villages. Et maintenant, grâce aux effets de l'urbanisation et de toutes les activités créatives d'emploi qui l'entourent, la chose s'est stabilisée et la tendance s'inverse aux yeux de tous. Les citadins d'hier ont plus tendance à aller occuper des parcelles de terrains dans des cités rurales en pleine urbanisation. Et les comédiens parleraient même de l'« exode urbain ».

Tenez ! Si la ville se distingue de la campagne par son genre de vie et la multiplication des services et biens. Aujourd'hui sans le moindre risque de nous tromper on pourra dire, par exemple que, le Congolais qui vit dans la communauté urbaine de Sibiti, grâce à l'urbanisation n'aura rien à envier à son compatriote vivant soit à Dolisie ou à Brazzaville. L'eau potable, l'électricité, le transport, les commerces, services et administrations, le transport en commun et les voiries urbaines sont là. De même on peut aussi ajouter la présence désormais de l'emploi salarié, les structures sanitaires, les services de téléphonie mobile, les infrastructures sportives, et bien d'autres dans ces nouvelles cités. D'où, peut-on affirmer haut et fort que si l'« urbanisation rentre par la grande porte dans une cité rurale, l'exode rural faiblit de lui-même ».

Oui hier des jeunes gens ruraux nourrissaient l'idée d'aller en ville soit pour trouver du travail salarié ou soit pour un genre de vie meilleure. Maintenant les mêmes comforts socio-économiques, socio-culturels ou infrastructurels ne sont plus que l'exclusivité de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie ou Ouesso, ils sont le propre de toutes les cités urbanisées et celles en voie de l'être. On capte bien toutes les chaînes de télévision nationales ou étrangères aussi bien dans la communauté urbaine de Madingo-Kayes dans le Kouilou que dans une autre communauté urbaine d'un autre département. Encore que l'érection des chefs-lieux des sous-préfectures en communautés urbaines a été l'un des facteurs fort de la transfiguration de la ruralité en urbanité. Et ajouté à ce facteur, le désenclavement de ces localités qui pour la plupart sont déjà connectées entre elles par la construction tous azimuts des routes. Ces travaux de construction qui, somme toute, sont devenus récurrents dans les départements occasionnent les flux migratoires des citadins des grandes agglomérations vers ces cités en pleine urbanisation.

Et lorsqu'on observe la manière dont les campagnes s'urbanisent et le genre d'activités qui sont créées autour de cela, on est à mesure d'affirmer que très bientôt l'exode rural au Congo ne restera qu'un lointain souvenir pour tous ceux qui l'avaient vécu. Donc avec l'urbanisation des cités rurales, c'est plutôt le mouvement contraire qui va se produire, car il ne sera pas rare de voir des jeunes quitter des grandes agglomérations pour des cités rurales nouvellement urbanisées.

Et si d'un côté les cités rurales s'urbanisent et de l'autre les emplois et des activités salariales se créent, la nouvelle génération aura même de la peine à croire qu'il y a eu au Congo des années où le mot « exode rural » était sur toutes les lèvres et était même l'un des sujets phare dans des évaluations. Aujourd'hui, la donne est en train de changer. Et pour mesurer ce pouls, il suffit d'interroger à souhait certains Congolais, nombreux vous diront que les « choses ont changé ».

Et objectivement parlant, des bons et vrais observateurs de la sociologie congolaise n'hésiteront pas de dire que l'urbanisation de nos cités rurales a « tué » l'exode rural au Congo.

**Faustin Akono**

## DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

## Isidore Mvouba visite les installations de Diane Construction Engineering

Le ministre d'Etat, ministre du Développement industriel et du secteur privé, Isidore Mvouba, a visité cette semaine, les installations de Diane Construction Engineering, une société de droit congolais, implantée dans la ville de Pointe-Noire.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du contenu local, une politique qui permet de soutenir le secteur privé national afin de le rendre plus performant et plus innovant. Elle a permis au ministre d'Etat de visiter les ateliers et les équipements pétroliers, de chaudière, d'usinage, de mécanique et de maintenance de la société Diane Construction Engineering.

En réalité, le but de cette visite était d'encourager en particulier, la société Diane Construction Engineering à être plus performante et plus représentative dans son domaine d'activité et en général, les opérateurs congolais qui se donnent de la peine à pouvoir développer les activités régénératrices d'emplois à développer leurs projets pour le développement du pays.

Diane Construction Engineering est une société qui a été créée par un fils du pays, malheureusement, cette société peine à décrocher les marchés, malgré l'impact de l'activité pétrolière dans le pays.

Aujourd'hui, les opérateurs na-



Isidore Mvouba et le préfet de Pointe-Noire visitant les installations de Diane Construction Engineering crédit photo ADIAC

tionaux sont peu représentés dans ce secteur. Voilà pourquoi et conscient de cette fragilité qui bloque également, l'éclosion du secteur privé, le ministre d'Etat s'est rendu au sein de la société Diane Construction Engineering, afin de se rendre compte, si celle-ci, avait les moyens requis, pour faire face aux contraintes et aux exigences des sociétés pétrolières « la compagnie a la logistique qu'il faut, cette entreprise devrait normalement bénéficier des commandes assez importantes surtout lorsqu'on sait que très bientôt, on aura un grand projet au

niveau de Total qui est le Moho nord et on se demande pourquoi son carnet de commande est vide en ce moment », s'est plaint le ministre d'Etat.

Rappelons que cette visite s'est faite en compagnie d'Alexandre Honoré Paka, préfet de Pointe-Noire. Le week-end dernier et en début de cette semaine, le ministre d'Etat a effectué une série de visite guidée qui l'a conduit dans les départements du Niari, du Kouilou et de Pointe-Noire, dans le cadre du suivi des opérations de construction de certaines sociétés.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## Horizon 2025, déterminée à former les jeunes talents en Tennis et en Basket

Le vœu a été officiellement exprimé mercredi 30 juillet 2015 par le coordonnateur national de la plateforme Horizon 2025, Bienvenu Hondolo, à l'occasion du bilan évolutif du stage international de Tennis et de Basket débuté il y a environ un mois sur le thème : « La jeunesse congolaise face au rendez-vous des Jeux africains Brazzaville 2015 »

En effet, pour Bienvenu Hondolo, en plus du Tennis et du nombre croissant des enfants participant à l'édition 2015, ce stage a connu diverses avancées par rapport aux éditions précédentes. Pour cette année, ces retrouvailles sont plus profitables aux enfants en cette période de vacances avec l'ajout

du Basket au côté du Tennis, au cours de cette édition, associés à plusieurs activités ludiques notamment l'apprentissage de l'alphabet, du dessin, la lecture des bandes dessinées et autres. « La pratique du tennis et du basket permet aux moins âgés de vivre en communauté et développer, en même temps, les valeurs de l'unité nationale. Ainsi, d'autres associations devraient s'inspirer de cet exemple de la plateforme parce que le Congo a besoin des actions de cette nature pour atteindre les objectifs du Congo, pays émergent à l'horizon 2025. Le sport comporte plusieurs vertus cardinales et développe à la fois les dimensions physiques, culturelles et éduca-

tives à travers lesquelles l'on pourra véhiculer divers messages forts et solidaires pour les jeunes enfants » a-t-il signifié.

Justifiant le choix porté sur le tennis et le Basket, l'orateur a expliqué que c'est une manière, pour les organisateurs, de rendre de plus en plus populaire la pratique de ces deux disciplines à Pointe-Noire en particulier et au Congo en général. « Actuellement, il n'existe pas des écoles spécialisées et des espaces aménagés exclusivement aux petits enfants pour apprendre le tennis et le basket. Ce stage apparaît comme une opportunité offerte à ces derniers en vue de distinguer les futurs talents à plus bas âges » a-t-il conclu.

Horizon 2025 est une plateforme des jeunes acteurs de la vie publique et sociale du Congo, soucieux du développement du pays, elle est créée en janvier 2015. Ce stage rassemble chaque année des enfants congolais avec d'autres enfants de diverses nationalités vivant dans la capitale de séjour ou de passage à Pointe-Noire. L'édition bénéficie aussi de l'appui d'une structure sportive de développement et des partenaires à savoir Gentil organisateur.

**Séverin Ibara**



Les participants au stage international de tennis et basket «ADIAC photo»

## PRÉPARATION DES JEUX AFRICAINS

## Les taekwondoïns retournent à Dolisie

Les Diables rouges de cette discipline resteront dans la capitale de l'or vert jusqu'à l'orée des Jeux africains. Ils ont besoin du silence de l'intérieur du pays pour accroître le niveau de concentration, affûter leurs armes.

Après avoir empoché seize médailles dont deux en or au championnat d'Afrique centrale, il y a des jours, les Diables rouges de Taekwondo ont regagné Dolisie pour le dernier virage de leur préparation. Le travail, à en croire le président de la Fédération congolaise de la discipline (Fecotae), Stanislas Mby, portera sur l'affûtage. « Corriger les déchets techniques constatés lors du championnat d'Afrique zone 4, en RD Congo, afin d'améliorer le rendement puisqu'il nous faut au moins une médaille d'or sinon plus, lors des onzièmes Jeux africains », a-t-il fait savoir.

De cette préparation, découlera l'ossature définitive de l'équipe nationale qui ira aux Jeux africains. En dehors, bien sûr, de ceux de la diaspora qui seront de la partie. Ceux-ci attendent, jusque-là, la commission en charge des athlètes de la diaspora pour l'établissement de leurs passeports afin de rentrer en service dans la défense des couleurs nationales du Congo comme ils le souhaitent, tout en prenant leur



Les athlètes en préparation

mal en patience. Les athlètes de la diaspora viendront donc compléter la vingtaine qui a effectué le déplacement de la capitale de l'or vert. Ces locaux, de

différentes catégories, auront deux séances d'entraînement par jour, comme lors de la préparation du championnat d'Afrique centrale à Dolisie même. Le grand

absent ne sera autre que l'athlète blessé lors dudit championnat. Il a été opéré à Kinshasa puis réopé-

il n'y a que le silence qui répond, à en croire Stanislas Mby. Qu'à cela ne tienne, la préparation à Dolisie suit son

ré à Brazzaville puisque la première opération n'a pas tenu. La Fecotae est seule à son chevet, en attendant les réactions à l'appel à la ressource lancé. Pour l'heure,

cours normal. Les athlètes ont les yeux rivés sur les médailles à offrir au pays. « Le pays d'abord » comme ils aiment à le dire.

Rominique Nerplat Makaya

## RÉFLEXION

## À Sa Sainteté le Pape François ...

Très Saint Père, pardonnez à l'humble fidèle que je suis de s'adresser directement à vous. Mais depuis votre élévation au Trône de Pierre, il y a un peu plus de deux ans, vous avez témoigné d'une telle attention, d'une telle bienveillance, d'une telle écoute à l'égard de ceux qui croient comme vous en un Dieu unique que tout naturellement ils se tournent vers vous lorsqu'ils ont une prière à adresser aux plus hautes autorités de l'Église.

Dans quelques semaines vous viendrez en Afrique pour la première fois de votre pontificat. Nous tenons pour acquis que vous direz alors, avec les mots simples et percutants que vous utilisez lorsque vous vous adressez à vos frères, l'attention que vous portez à ce continent en général, au Bassin du Congo en particulier. Les visites que vous avez effectuées récemment en Amérique Latine et en Asie du sud ont montré, en effet, que vous êtes plus proche que jamais des peuples qui ont la religion catholique en par-

tage, que tout en étant désormais au sommet de l'Église vous restez à l'écoute des plus humbles, que vous ne perdez jamais une occasion de rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier l'enseignement du Christ. L'Afrique étant de façon évidente le continent de l'avenir vous vous tournez aujourd'hui vers lui en vous entourant d'hommes qui en sont issus et qui en mesurent l'importance croissante pour l'Église.

Parce que les menaces qui pèsent aujourd'hui sur les peuples de l'Afrique ne cessent de s'aggraver du fait de l'intolérance religieuse et des convoitises que génèrent les richesses naturelles de cette région, seules des voix volontaires et puissantes peuvent aider à conjurer le mauvais sort. Et c'est bien pour cela que vous avez décidé de venir à Kampala, puis à Bangui dans les derniers jours du mois de novembre, ce dont nous vous sommes infiniment reconnaissants.

Très Saint Père, à la veille de la visite

que vous allez ainsi effectuer, est-il permis de rêver que vous viendrez aussi parmi nous, à Brazzaville, et que vous y prononcerez un discours de paix, de concorde, de tolérance qui restera gravé dans l'Histoire comme un signal fort de l'Église à l'encontre de ceux qui s'efforcent par tous les moyens de diviser les hommes et en faveur de ceux qui, bien au contraire, s'attachent à les réunir ? Placée au cœur de la plus grande communauté chrétienne de la Terre, engagée plus qu'aucun autre pays de la région dans la quête de la paix en Centrafrique, siège de la commission épiscopale de l'Afrique centrale dont l'immeuble vient tout juste d'être inauguré par le Cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, la cité qui fut en son temps la capitale de la France libre est plus que jamais un lieu symbolique qui conférerait aux mots que vous prononcerez en faveur de la paix, de la justice, de la fraternité un retentissement planétaire.

Nous savons, bien sûr, que ce vœu

est parvenu jusqu'à vous par les voies officielles de l'Église et de l'État. Mais au-delà des autorités qui la formulent les peuples des deux rives du Congo sont prêts à se mobiliser pour faire de votre venue parmi eux un événement qui contribuerait de façon décisive à l'instauration d'un climat de paix sur toute l'étendue du Bassin du Congo.

Très Saint Père venez à Brazzaville et dites une fois encore, avec toute la force qui est la vôtre, que l'homme n'est pas et ne doit pas être un loup pour l'homme, qu'il doit se respecter et respecter la nature qui le fait vivre, que son destin individuel n'est pas dissociable du destin collectif des peuples qui l'entourent. Venez parmi nous et rappelez ce qui, depuis deux mille ans, fait de l'Église catholique, malgré ses faiblesses et ses défauts, l'un des moteurs de l'émergence humaine.

Nous vous en prions très humblement !

Jean-Paul Pigasse